

Le commerce et la coopération au développement sont complémentaires

Le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) concentrera désormais sur sept pays prioritaires les ressources consacrées à des programmes de coopération économique au développement. Le choix des pays et la focalisation sur des mesures de politique économique et commerciale ont tôt fait de susciter des réactions. Le Seco a notamment été accusé de promouvoir de manière déguisée les exportations suisses. Ces accusations ignorent largement les réalités économiques et le fait que l'intégration dans l'économie mondiale est le principal moteur de réduction de la pauvreté. Le rapprochement entre la coopération suisse au développement et la politique économique extérieure, sous forme d'accords de libre-échange, constitue un modèle de développement prometteur.



Rudolf Minsch
Économiste en chef,
membre de la direction
d'économiesuisse, Zurich

La croissance économique réduit la pauvreté

La mondialisation amène la prospérité. Les bienfaits de l'intégration mondiale des marchés ne se limitent pas aux pays industrialisés. De nombreux pays en développement profitent du commerce international, des investissements directs et de la concurrence. Après certains pays asiatiques, de plus en plus d'États latino-américains et africains participent aujourd'hui à la croissance de l'économie mondiale. Cette évolution réjouissante a permis de réduire sensiblement la proportion de personnes vivant dans une pauvreté extrême, et ce dans toutes les régions du monde. C'est en Asie orientale qu'elle est la plus marquée. Alors que plus de la moitié de la population y vivait avec moins d'un dollar par jour en 1981, cette proportion est tombée à environ 10% en 2004. Le résultat a peu à voir avec l'aide de l'Occident. Il s'explique avant tout par des réformes internes et l'ouverture économique.

La pauvreté est encore répandue dans les pays prioritaires du Seco, à savoir l'Afrique du Sud, la Colombie, l'Égypte, le Ghana, l'Indonésie, le Pérou et le Vietnam. Grâce à une politique économique extérieure active et à la coopération au développement, la Suisse peut contribuer à la croissance économique et au recul de la pauvreté dans ces pays au cours des prochaines années.

Un intérêt mutuel...

Les pays prioritaires du Seco jouent un rôle mineur pour l'économie suisse: en 2007, seul 1,14 % de ses exportations leur était destiné. Néanmoins, il faut saluer le fait que des accords de libre-échange aient été conclus avec certains d'entre eux sous l'égide de l'AELE ou que des négociations soient en cours en ce sens. La conclusion de tels accords est dans l'intérêt de toutes les parties et constitue, pour les pays en développement, une chance de s'intégrer dans l'économie mondiale. À cet égard, la Suisse est un partenaire idéal. En effet, notre économie est petite comparée à celle de l'UE ou des États-Unis, de sorte qu'une ouverture du marché aux produits suisses ne menace pas celle du

pays partenaire. De plus, l'économie suisse propose essentiellement des biens complémentaires à ceux des pays concernés. Les biens de consommation et d'équipement produits en Suisse ne concurrencent généralement guère ceux des pays en développement. Les conditions sont donc réunies pour que chacun des partenaires en sorte gagnant.

...qui ne dissimule aucune promotion des exportations

Même si les perspectives d'une ouverture économique s'annoncent prometteuses, il ne faut pas nier que les pays en développement ont souvent des difficultés à commercialiser leurs biens sur les marchés mondiaux. Leurs économies sont souvent peu diversifiées, les marchés financiers et des capitaux commencent seulement à prendre forme et les infrastructures sont soit inexistantes, soit insuffisantes. La coopération au développement du Seco peut apporter une aide précieuse aux pays prioritaires et contribuer à leur faire profiter plus rapidement et avec davantage de succès des opportunités ouvertes par la mondialisation. Compte tenu du niveau de bonne gouvernance atteint par ces pays, notre soutien dans le domaine des politiques économique et commerciale peut avoir du succès.

L'économie suisse n'a pas un intérêt direct à la coopération au développement, qui ne peut manifestement pas se confondre avec une promotion déguisée des exportations. Il en va, néanmoins, de ses intérêts: si la prospérité des États bénéficiaires s'améliore au cours des prochaines années, nos exportations vers ces pays augmenteront probablement. Dans cette optique, la nouvelle stratégie du Seco est prometteuse, car elle peut contribuer à faire reculer durablement la pauvreté. ■